

158 organisations syriennes condamnent le ciblage turc des infrastructures civiles au nord et l'est de la Syrie



158 organisations syriennes condamnent le ciblage turc des infrastructures civiles au nord et l'est de la Syrie

Les signataires de cette déclaration appellent le Conseil de sécurité des Nations unies à protéger les civils, à assurer leur mode de vie, et à arrêter le ciblage des infrastructures vitales essentielles à la survie des populations.

En parallèle des célébrations de Noël et du Nouvel An, et dans le contexte de la guerre à Gaza, les régions du nord et de l'est de la Syrie, habitées par divers groupes ethniques et religieux, font face à une escalade militaire destructrice de la part de la Turquie. Cette escalade inclut des attaques contre les infrastructures vitales, les sources de pétrole et d'énergie, ainsi que des installations cruciales pour la survie des populations civiles, qu'il s'agisse des Kurdes, des Arabes, des Syriaques/Assyriens et des centaines de milliers de déplacés internes, principalement des femmes et des enfants, venant de différentes régions syriennes.

Les frappes turques ont commencé le 24 décembre 2023, visant plusieurs installations pétrolières et énergétiques, notamment une station pétrolière près du village d'Al-Kahf/Bana Shekafté à Derik/Al-Malikiyah, ainsi que les champs pétroliers d'Ouda et de Saïda dans la région de Qamishli. Ces attaques ont mis hors service ces installations, privant la région d'électricité en raison de l'interruption des approvisionnements en gaz assurés par ces installations.

L'armée turque a poursuivi ses attaques le jour suivant (25 décembre 2023), avec le retour des drones pour viser des usines, des installations de services et des biens civils à Kobané/Aïn al-Arab, Al-Qamishli, Derik/Al-Malikiyah, notamment une installation médicale, une fabrique d'huile d'olive, un atelier de couture, des installations d'alimentation animale, une cimenterie, une salle de fête, ainsi qu'une usine de fabrication de bouteilles d'oxygène, la seule de la région. L'attaque la plus violente a visé les travailleurs d'une imprimerie, entraînant la mort de quatre employés, dont une jeune fille.

Le ministère de la Défense turc a reconnu officiellement la responsabilité de ces frappes, confirmant l'intention délibérée derrière ces attaques, qui ont fait huit morts, dont deux jeunes filles, et 14 autres blessés, selon un bilan provisoire, semant la terreur parmi les habitants.

La répétition des attaques turques contre les infrastructures et les sources d'énergie perturbe fondamentalement la fragile stabilité des régions du nord et de l'est de la Syrie, devenues le refuge de centaines de milliers de déplacés de tout le pays. Ce n'est pas la première fois que les infrastructures de la région sont détruites sous les yeux et les oreilles de la communauté internationale. Les organisations signataires de cette déclaration demandent l'arrêt du ciblage des infrastructures et des civils dans le nord et l'est de la Syrie, où la population continue de souffrir des conséquences du conflit sanglant depuis 2011.

Elles rappellent au gouvernement turc que le droit international humanitaire impose un engagement total et continu à distinguer entre les biens civils et les objectifs militaires. Les infrastructures fournissant des services essentiels aux civils ou considérées comme indispensables à leur survie bénéficient d'une protection supplémentaire en vertu du droit international humanitaire, qui interdit explicitement : "l'attaque contre des biens et des matériaux indispensables à la survie des populations civiles, leur destruction, leur enlèvement ou leur entrave".

Les organisations syriennes signataires de cette déclaration condamnent fermement l'escalade militaire turque dans le nord et l'est de la Syrie, demandant l'arrêt immédiat des attaques contre les civils, les infrastructures et les installations vitales, et le respect du droit international humanitaire.

Elles soulignent que les attaques délibérées menées par le gouvernement turc atteignent le seuil des crimes de guerre, conformément aux dispositions du droit pénal international.

Elles demandent à :

1. Le Conseil de sécurité des Nations unies/l'Union européenne : prendre des mesures immédiates pour protéger les civils et leurs droits fondamentaux dans le nord et l'est de la Syrie, et faire pression sur le gouvernement turc pour respecter le droit international humanitaire et cesser d'exporter ses problèmes internes vers le territoire syrien.

2. La coalition internationale/Les États-Unis d'Amérique : intervenir immédiatement pour arrêter les attaques turques dans le nord et l'est de la Syrie, fermer l'espace aérien aux drones et avions de guerre ciblant les infrastructures, les biens civils et les zones peuplées, refusant de perturber la stabilité et de saper les efforts de lutte contre l'organisation "Daech".

3. La Commission d'enquête internationale indépendante et le Mécanisme international neutre et indépendant des Nations unies : intensifier la collecte de preuves sur les violations graves des droits de l'homme commises par toutes les parties au conflit à l'égard des civils et des biens civils, dans toute la Syrie, y compris les violations turques répétées dans le nord et l'est de la Syrie, et publier un rapport spécifique sur les attaques contre les infrastructures en 2023 et leurs effets sur les populations civiles.

4. Les unités de crimes de guerre dans les pays dont les lois permettent des poursuites conformément au principe de compétence universelle : élargir les enquêtes structurelles sur les crimes internationaux en Syrie pour inclure ceux commis dans l'ensemble des régions du nord syrien par toutes les parties au conflit.

Les organisations signataires, par ordre alphabétique :

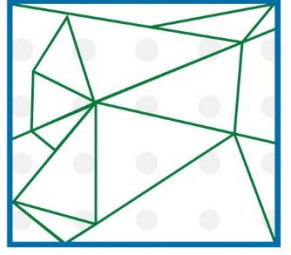
1. Accountability Advocates Organization
2. ACES
3. Adil Center for Human Rights
4. Afrin Platform
5. Al Aseel Development Association
6. Al Diyar Society
7. Al Khaboor Association
8. Almasa Center for Studies, Research, Consulting, arbitration and training
9. Alseeraj Charity Association
10. Al-Snabl Al-Khyryh
11. Amal al-Furat
12. Amal For Development
13. Ambassadors Association for People with Disabilities
14. Analysis and Strategic Studies Organization (ASO)
15. Anoar al-Ghad
16. ARAS Association
17. Areej Organisation
18. ASHNA for Development
19. Ashti Center
20. Aso News Network
21. Association Culturelle Kurde de Genève
22. Assyrian Society for Helping and Development
23. Ataa Al-Baghouz Organization
24. Awda For Development

25. Bader Development and Community Development Organization
26. Baghooz Hope for Development
27. Baladna Organization
28. Baladna Organization for Civil Society
29. Balsam Center for Health Education
30. Bedaya Org
31. Better Hope for Al-Tabqa
32. Better Tomorrow organization
33. Bridge NGO
34. Bukra Ahla Association for Relief and Development
35. Center for Research and Protection of Women's Rights
36. Center Of Befense
37. Chaushka Women's Association
38. Civil Society Youth Organization
39. Cloud
40. DAN for Relief and Development
41. DAR Association for Victims of Forced Displacement
42. Das Leben e.v
43. Degla Organization for Development and Environment
44. Democratik Woman Network
45. DemoS
46. Derina Organization
47. Development Seeds Center
48. Dya al-Aml
49. Ebdaa Organization for Development
50. Emaar Almansura
51. Engineering for Services
52. Enlil Center
53. Enma Aljazera
54. Ensaf for Development
55. Environmental Protection
56. Euphrates NGO
57. European & American Solidarity Committee for Afrin - "Espoir Afrin"
58. Fajr
59. Fayd Organization for Development
60. FDO
61. For Them Organisation
62. Friends Association for Relief and Development
63. Future Makers Team
64. Green Tress
65. Hajein Technology Organization
66. HDC Organisation
67. Hevy for relief and development
68. Hope Makers
69. Hope Smile Organization
70. Human Rights Organization In Jazeera
71. Human Rights Organizations Afrin - Syria
72. Inaash Org

73. Ishtar Development Organization
74. Jasmine Society
75. Jiyan Charity Association
76. Jiyan foundation for human rights
77. Jsor Al-amal
78. Khutwa Association
79. Kobani for Relief and Development
80. Lamsat Al Khier Association for Relief and Development
81. Lelun Association For Victims
82. Lights For Development And Construction
83. Lotus Assocaition
84. Makkum for Development and Peace
85. Malva Organization for Arts, Culture and Education
86. Mari Development Organization
87. Mary For Culcher
88. Mitan Center for Civil Society Revival
89. Moltka al-Nhren
90. Nasmel Amal Organising
91. Nawras Development Organization
92. NES-MAC
93. Noon for development and support for women and children
94. North Press agency
95. Nudem Organization
96. Nujin Society for Community Development
97. Okaz
98. Oxygen Shabab
99. Peace Land Organization
100. PEACE SHE LEADERS NET WORK
101. PÊL- Civil Waves
102. Pioneers of Peace
103. Proposal The Civil Cooperation Team Organization
104. Pubsh Path
105. Purity
106. Qadar Organization
107. Quality Research and Development
108. Radiance of Hope
109. Rahma Organization for Studies and Development
110. Raja Organization for Relief and Development
111. Ras al-Ain/Serê Kaniyê Platform
112. RÊ for Rehabilitation and Development
113. Reng for Development
114. Restore Hope Association
115. Rights Defense Initiative- RDI
116. Roj Kar for Relif and Development
117. Rojava Association for Kurdish Culture and Literature
118. Rojava Relief and Development Organizatiin
119. Rose for Support and Empowerment
120. Safe Land

- 121.Sahem Organization for Cooperation and Development
- 122.Salam Organization
- 123.Sanabel Al-Furat
- 124.Sanad Humanitarian Organization
- 125.Sawaeed Organization for Development
- 126.SCSO
- 127.Shamal Charity Association
- 128.Shams Al-Ghad organization
- 129.Shaqayiq al-Khayr Org
- 130.SHARE FOR COMMUNITY DEVELOPMENT
- 131.Shilan Association For Relief and Development
- 132.Sighted Hands Organisation
- 133.Slav Organization for Civil Activities
- 134.Society for Threatened Peoples
- 135.Stability Support Centre
- 136.Swaedna Organization for Relief and Development
- 137.Synergy Association for Victims
- 138.Syria Help Organization
- 139.Syriac Cross Organization for Relief and Development
- 140.Syrians For Truth and Justice
- 141.Taa Marbouta
- 142.Tall Abyed for Civil Society
- 143.Tara Development Organization
- 144.Tayif Humanitarian Organization
- 145.The Committee of Displaced People of Serê kaniyê/Ras Al-Ain
- 146.Together for Jarnya
- 147.Total Foundation for Relief and Development
- 148.Tree of Life Organization
- 149.Warshin Association Of Environment
- 150.Weqaya Association
- 151.Wheat & Olive Platform
- 152.White Hope Organization
- 153.White Human Organization
- 154.Women For Peace
- 155.Youth for Change
- 156.Zameen Org
- 157.Zin Center for Development
- 158.ZIREK (SMART) Organization for Development

سوريون
من أجل
الحقيقة
والعدالة
Syrians
For Truth
& Justice



About Us:

Syrians for Truth and Justice (STJ) is a nonprofit, nongovernmental organization monitoring human rights violations in Syria. Founded in 2015, STJ has been based in France since 2019.

STJ is an impartial and independent Syrian human rights organization operating across Syria. Our network of field researchers monitor and report human rights violations occurring on the ground in Syria, while our international team of human rights experts, lawyers, and journalists gather evidence, examine emerging patterns of violations, and analyze how violations break domestic Syrian and international law.

We are committed to documenting violations of human rights committed by all parties in the Syrian conflict and elevating the voices of all Syrians victimized by human rights violations, regardless of their ethnicity, religion, political affiliation, class, and/or gender. Our commitment to human rights monitoring is founded on the idea that professional human rights documentation meeting international standards is the first step to uncovering the truth and achieving justice in Syria.



WWW.STJ-SY.ORG



[STJ_SYRIA_ENG](https://twitter.com/STJ_SYRIA_ENG)



EDITOR@STJ-SY.ORG